

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA CHARENTE

Recueil des actes administratifs

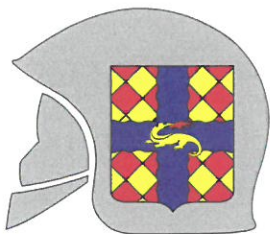
Date de publication
9 septembre 2025

Le présent recueil est élaboré dans le cadre des dispositions de l'article L. 221-2 du code des relations entre le public et l'administration et conformément aux dispositions de l'article R. 1424-17 du code général des collectivités territoriales. Les actes qui y figurent peuvent faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de 2 mois à compter de leur publication, par toute personne à laquelle l'acte fait grief.

Sommaire

1. Arrêtés

- Arrêté n° 946/2025, du 8 août 2025 portant tableau annuel d'avancement au grade d'adjudant des sapeurs-pompiers professionnel au titre de l'année 2025 pour le SDIS de la Charente
- Arrêté n° 996/2025, du 8 septembre 2025 portant délégations de signature (Direction)
- Arrêté n° 997/2025, du 8 septembre 2025 portant délégations de signature (État-major)
- Arrêté n° 998/2025, du 8 septembre 2025 portant délégations de signature (groupement territoriaux)
- Arrêté n° 999/2025, du 8 septembre 2025 portant délégations de signature (centres d'incendies et de secours)



A R R Ê T É N° 946/2025

**portant tableau annuel d'avancement
au grade d'adjudant de sapeur-pompier professionnel
au titre de l'année 2025 pour le SDIS de la Charente**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;
Vu le décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels ;
Vu l'arrêté n° 1328-2024 du 6 décembre 2024 portant modification des lignes directrices de gestion ;

Considérant que les intéressés justifient, au 1^{er} janvier 2025, d'au moins un an d'ancienneté dans le 4^e échelon et de quatre ans de services effectifs dans le grade de sergent de sapeur-pompier professionnel ;

Sur proposition du Directeur départemental du service d'incendie et de secours de la Charente.

A R R Ê T É

Article 1 : Le tableau annuel d'avancement au grade d'adjudant de sapeur-pompier professionnel du service départemental d'incendie et de secours de la Charente est établi, au titre de l'année 2025 dans l'ordre suivant :

- 1- ROSSAT Christophe
- 2- VIGNOLLY Etienne
- 3- THIBAULT Adrien
- 4- COUFRANC Mickaël
- 5- PRECIGOUT Jean-Baptiste

Part Hommes / Femmes des agents remplissant les conditions pour un avancement de grade			
	Hommes	Femmes	Total
Agents promouvables (ensemble des agents)	25	0	25
Agents susceptibles d'être promus	5	0	5

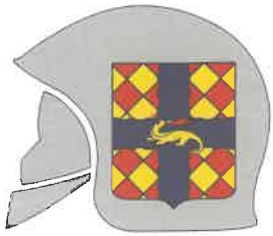
Article 2 : Cet arrêté est susceptible de recours auprès du Tribunal Administratif de Poitiers pendant un délai de deux mois à compter du jour de sa publication.

Article 3 : Le Directeur départemental du service d'incendie et de secours de la Charente est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à L'Isle d'Espagnac, le **08 AOUT 2025**

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur départemental,


Colonel Bruno HUCHER



ARRÊTÉ N° 96/2025

**Portant délégations de signature
(direction)**

LE PREMIER VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1424-27 et L. 1424-33 ;

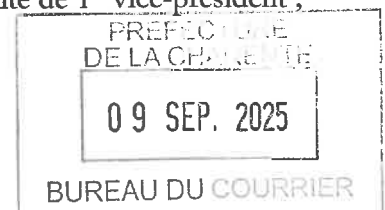
Vu l'arrêté du président du conseil départemental de la Charente en date du 1^{er} juillet 2021, portant désignation de M. Philippe BOUTY en qualité de président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente ;

Vu la démission de M. Philippe BOUTY en qualité de président du conseil départemental en date du 1^{er} septembre 2025, à compter du 2 septembre 2025 ;

Vu l'organigramme du service départemental d'incendie et de secours de la Charente (SDIS16) ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 1424-30 du code général des collectivités territoriales, en cas d'absence ou d'empêchement de toute nature du président du conseil d'administration, il est provisoirement remplacé, dans la plénitude de ses fonctions par Michaël CANIT, en sa qualité de 1^{er} vice-président ;

ARRÊTE



Article 1 : Le présent arrêté traite des délégations de signature en matières administrative et financière dans le cadre des dispositions de l'article L. 1424-33 du code général des collectivités territoriales susvisé. La notion de matières administrative et financière s'entend dans son acception prévue par ledit article, par opposition aux autres matières dévolues au SDIS16 relevant de la compétence de l'État.

Article 2 : Délégation de signature est donnée en matières administrative et financière, dans la limite de leurs attributions, au colonel David FAVARD et au colonel Sébastien AVENEL, respectivement directeur départemental et directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours de la Charente, à l'effet notamment de :

- signer tous les actes, arrêtés, ampliations, décisions, documents et correspondances en ces matières ;
- certifier le caractère exécutoire des actes du SDIS16 ;
- signer les requêtes, mémoires et toutes pièces produits par le SDIS16, tant en demande qu'en défense, toutes juridictions et instances confondues ;

- engager et mandater les dépenses d'investissement et de fonctionnement, et émettre les titres de recette, pour l'ensemble des chapitres du budget ;
- mobiliser et rembourser les crédits afférents aux lignes de trésorerie.

Article 3 : Sont exclus de la présente délégation :

- les rapports et délibérations du conseil d'administration et de son bureau ;
- les correspondances aux préfets, ministres et parlementaires susceptibles d'emporter des effets juridiques et qui ne relèvent pas de la mise en œuvre opérationnelle.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement des délégataires visés à l'article 2, délégation est accordée à Mme Catherine LÉGERON, chef du groupement notamment en charge des finances, à l'effet de mandater les dépenses d'investissement et de fonctionnement et émettre les titres de recette pour l'ensemble des chapitres du budget.

Article 5 : L'arrêté n° 378/2025 du 10 avril 2025 portant délégations de signature (direction), est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, à l'exception des dispositions de l'article 2 relatives au colonel David FAVARD, directeur départemental qui n'entreront en vigueur qu'à compter du 15 septembre 2025.

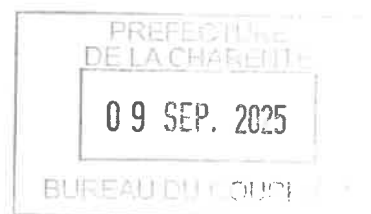
Article 6 : Le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Charente est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'établissement public.

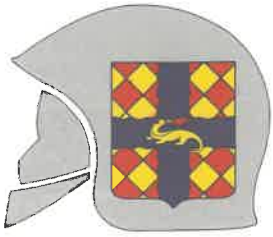
Fait à l'Isle d'Espagnac, le **08 SEP. 2025**

Pour le président du conseil d'administration,
le 1^{er} vice-président du conseil d'administration



Monsieur Michaël CANIT





ARRÊTÉ N°337/2025

Portant délégations de signature
(État-major)

LE PREMIER VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1424-27 et L. 1424-33 ;

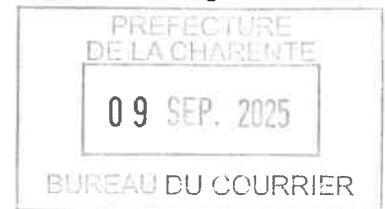
Vu l'arrêté du président du conseil départemental de la Charente en date du 1^{er} juillet 2021, portant désignation de M. Philippe BOUTY en qualité de président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente ;

Vu la démission de M. Philippe BOUTY en qualité de président du conseil départemental en date du 1^{er} septembre 2025, à compter du 2 septembre 2025 ;

Vu l'organigramme du service départemental d'incendie et de secours de la Charente (SDIS16) ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 1424-30 du code général des collectivités territoriales, en cas d'absence ou d'empêchement de toute nature du président du conseil d'administration, il est provisoirement remplacé, dans la plénitude de ses fonctions par Michaël CANIT, en sa qualité de 1^{er} vice-président ;

ARRÊTE



Article 1 : Le présent arrêté traite des délégations de signature en matières administrative et financière dans le cadre des dispositions de l'article L. 1424-33 du code général des collectivités territoriales susvisé. La notion de matières administrative et financière s'entend dans son acception prévue par ledit article, par opposition aux autres matières dévolues au SDIS16 relevant de la compétence de l'État.

Article 2 : Sans préjudice de la délégation consentie au directeur départemental et au directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours de la Charente, délégation de signature est donnée, dans la limite de leurs attributions en matières administrative et financière, aux chefs de groupement et chefs de service désignés ci-après, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à leurs adjoints également désignés ci-après, à l'effet de signer les documents qui sont expressément mentionnés :

2.1 à M. Laurent VASSEUR, chef du **groupement technique et logistique**, et à son adjoint, M. Emmanuel PONTET, à l'effet de signer les documents qui suivent :

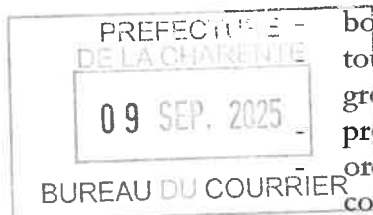
- bons de commande d'un montant unitaire inférieur ou égal à 2.500€ TTC ;

- tout document nécessaire au maintien de l'effectif minimum au sein du groupement ;
- procès-verbal de dépôt de plainte au nom du SDIS16 ;
- ordres de mission des personnels du groupement, à l'exclusion de ceux concernant le chef de groupement ou ses adjoints ;
- certificats de cession et de demandes d'immatriculation de véhicules.

2.2 à Mme Catherine LÉGERON, cheffe du **groupement ressources humaines et finances**, et à son adjointe, Mme Nathalie MAUBARET, à l'effet de signer les documents qui suivent :

- bons de commande d'un montant unitaire inférieur ou égal à 1.000€ TTC ;
- tout document nécessaire au maintien de l'effectif minimum au sein du groupement ;
- procès-verbal de dépôt de plainte au nom du SDIS16 ;
- ordres de mission liés à des formations, à l'exclusion de ceux susceptibles d'être accordés à des chefs de groupement et à des commandants de compagnie ;
- ordres de mission des personnels du groupement, à l'exclusion de ceux concernant le chef de groupement ou son adjoint ;
- attestations de toute nature relevant des attributions de son groupement (appartenance au service, formation, ...) ;
- conventions avec des personnes ou organismes extérieures et relatives à des stages au sein du SDIS16 ;
- décisions de refus de recrutement au sein du SDIS16.

2.3 à M. Xavier LABOUSSOLE, chef du **groupement opération**, et à ses adjoints, MM. Wilfrid MARIE et Matthieu CORDIER, à l'effet de signer les documents qui suivent :



- bons de commande d'un montant unitaire inférieur ou égal à 1.000€ TTC ;
- tout document nécessaire au maintien de l'effectif minimum au sein du groupement ;
- procès-verbal de dépôt de plainte au nom du SDIS16 ;
- ordres de mission des personnels du groupement, à l'exclusion de ceux concernant le chef de groupement ou ses adjoints ;
- attestations d'intervention.

2.4 à M. Bastien FORSANS, chef du **groupement d'appui stratégique à la direction**, à l'effet de signer les documents qui suivent :

- bons de commande d'un montant unitaire inférieur ou égal à 1.000€ TTC ;
- tout document nécessaire au maintien de l'effectif minimum au sein du groupement ;
- procès-verbal de dépôt de plainte au nom du SDIS16.
- ordres de mission des personnels du groupement, à l'exclusion de ceux concernant le chef de groupement ou son adjoint ;

2.5 à M. le docteur Fabrice COURAUD, chef de la **sous-direction santé**, à l'effet de signer les documents qui suivent :

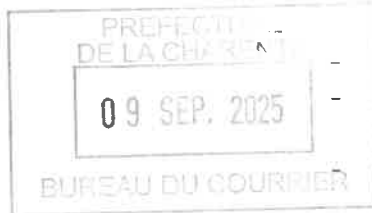
- tout document nécessaire au maintien de l'effectif minimum au sein de la sous-direction.

2.6 à M. le docteur Fabrice COURAUD, chef du **groupement santé**, au médecin-chef adjoint, M. le docteur Xavier MARTIN, et au pharmacien-chef, M. le docteur Stéphane LAFOND, à l'effet de signer les documents qui suivent :

- bons de commande d'un montant unitaire inférieur ou égal à 1.000€ TTC ;
- tout document nécessaire au maintien de l'effectif minimum au sein du groupement ;
- procès-verbal de dépôt de plainte au nom du SDIS16 ;
- ordres de mission des personnels du groupement, à l'exclusion de ceux concernant le chef de groupement ou son adjoint ;
- tout document propre à l'exercice de leur art, relevant du code de la santé publique.

2.7 à M. le docteur Stéphane LAFOND, chef du **groupement pharmacie**, et aux pharmaciens-adjoints, Mmes les docteurs Emmanuelle GACON, Romane PAPONNET, Sihem VAUDANDAINE et Raphaëlle TROCMÉ, MM. les docteurs Christophe DELGOULET, Olivier LORETZ, Jacques NADAUD et François ROULLET-RENOLEAU, à l'effet de signer les documents qui suivent :

- bons de commande d'un montant unitaire inférieur ou égal à 1.000€ TTC ;
- tout document nécessaire au maintien de l'effectif minimum au sein du groupement ;
- procès-verbal de dépôt de plainte au nom du SDIS16 ;
- ordres de mission des personnels du groupement, à l'exclusion de ceux concernant le chef de groupement ou son adjoint ;
- tout document propre à l'exercice de leur art, relevant du code de la santé publique.



2.8 à M. Rémy POINTECOUTEAU, chef du **service formation et activités physiques**, et à son adjoint, M. Morgan VEYSSIÈRE, à l'effet de signer les documents qui suivent :

- bons de commande d'un montant unitaire inférieur ou égal à 300€ TTC ;

2.9 à M. Christophe AUGEREAU, chef du **service informatique**, et à son adjoint, M. Jean-Michel WILLI à l'effet de signer les documents qui suivent :

- bons de commande d'un montant unitaire inférieur ou égal à 300€ TTC ;

2.10 à M. Jean-Paul ROUGIER, chef du **service transmissions**, et à son adjoint, M. Aurélien BERBESSON, à l'effet de signer les documents qui suivent :

- bons de commande d'un montant unitaire inférieur ou égal à 300€ TTC ;

2.11 à M. Stève GIOSA, chef du **service des bâtiments**, et à son adjoint, M. Didier NOUVEAU, à l'effet de signer les documents qui suivent :

- bons de commande d'un montant unitaire inférieur ou égal à 300€ TTC ;

2.12 à M. Pierre-Antoine MARCO, chef de **l'atelier départemental**, et à son adjoint, M. Jonathan AUBINEAU, à l'effet de signer les documents qui suivent :

- bons de commande d'un montant unitaire inférieur ou égal à 300€ TTC ;

2.13 à Mme Pauline BALLET, cheffe du **service des affaires générales et juridiques**, à l'effet de signer les documents qui suivent :

- procès-verbal de dépôt de plainte au nom du SDIS16.

Article 3 : Sont exclus de la présente délégation de signature tout document, acte ou correspondance qui n'est pas énuméré pour chacun d'entre eux, et notamment ceux :

- engageant la responsabilité du SDIS16 ;
- ayant un caractère réglementaire ou contractuel ;
- à destination des autorités de l'État ou des élus.

Article 4 : L'arrêté n° 379/2025 du 15 avril 2025 portant délégations de signature (état-major) est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

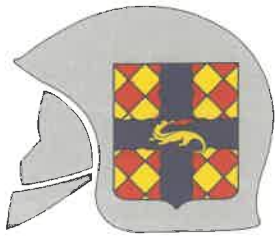
Article 5 : Le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Charente est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'établissement public.



Fait à l'Isle d'Espagnac, le **08 SEP. 2025**

Pour le président du conseil d'administration,
le 1^{er} vice-président du conseil d'administration

Monsieur Michaël CANIT



ARRÊTÉ N°958 /2025

**Portant délégations de signature
(groupements territoriaux)**

LE PREMIER VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1424-27 et L. 1424-33 ;

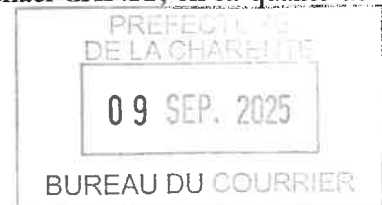
Vu l'arrêté du président du conseil départemental de la Charente en date du 1^{er} juillet 2021, portant désignation de M. Philippe BOUTY en qualité de président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente ;

Vu la démission de M. Philippe BOUTY en qualité de président du conseil départemental en date du 1^{er} septembre 2025, à compter du 2 septembre 2025 ;

Vu l'organigramme du service départemental d'incendie et de secours de la Charente (SDIS16) ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 1424-30 du code général des collectivités territoriales, en cas d'absence ou d'empêchement de toute nature du président du conseil d'administration, il est provisoirement remplacé, dans la plénitude de ses fonctions par Michaël CANIT, en sa qualité de 1^{er} vice-président ;

ARRÊTE



Article 1 : Le présent arrêté traite des délégations de signature en matières administrative et financière dans le cadre des dispositions de l'article L. 1424-33 du code général des collectivités territoriales susvisé. La notion de matières administrative et financière s'entend dans son acception prévue par ledit article, par opposition aux autres matières dévolues au SDIS16 relevant de la compétence de l'État.

Article 2 : Sans préjudice de la délégation consentie au directeur départemental et au directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours de la Charente, délégation de signature est donnée, dans la limite de leurs attributions en matières administrative et financière, aux chefs de groupements territoriaux et, en cas d'absence ou d'empêchement, à leurs adjoints désignés dans le tableau ci-après :

Groupement territorial	Commandants	Adjoints
Nord	M. Philippe JARDOT	M. Jean GABRIEL
Sud	M. David VERGNAUD	M. Cyril MARTINEZ M. Christophe REILLER

à l'effet de signer les documents dument mentionnés qui suivent :

- bons de commande d'un montant unitaire inférieur ou égal à 1.000€ TTC ;
- notes, consignes, convocations et correspondances relatives au fonctionnement interne du groupement territorial ;
- tout document nécessaire au maintien de l'effectif minimum au sein des centres d'incendie et de secours rattachés au groupement territorial ;
- procès-verbal de dépôt de plainte au nom du SDIS16 ;
- décisions de refus d'engagement en qualité de sapeur-pompier volontaire au sein d'un centre d'incendie et de secours relevant du groupement territorial ;
- ordre de mission des personnels du groupement territorial, limité à une journée dans le département.

Article 3 : Sont exclus de la présente délégation de signature tout document, acte ou correspondance qui n'entrent pas dans le champ de l'article 2, notamment ceux :

- engageant la responsabilité du SDIS16 ;
- ayant un caractère réglementaire ou contractuel ;
- à destination des autorités de l'État ou des élus.

Article 4 : L'arrêté n°380/2025 du 15 avril 2025 portant délégations de signature (groupements territoriaux) est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

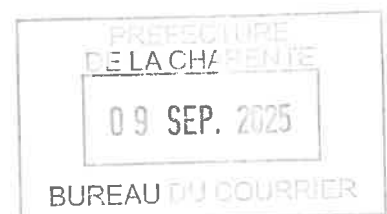
Article 5 : Le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Charente est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'établissement public

Fait à l'Isle d'Espagnac, le **08 SEP. 2025**

Pour le président du conseil d'administration,
le 1^{er} vice-président du conseil d'administration



Monsieur Michaël CANIT





ARRÊTÉ N° 333 /2025

**Portant délégations de signature
(centres d'incendie et de secours)**

LE PREMIER VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

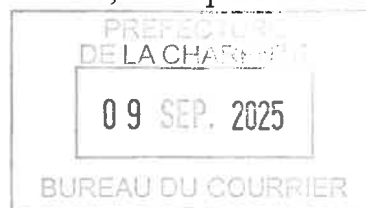
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1424-27 et L. 1424-33 ;

Vu l'arrêté du président du conseil départemental de la Charente en date du 1^{er} juillet 2021, portant désignation de M. Philippe BOUTY en qualité de président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente ;

Vu la démission de M. Philippe BOUTY en qualité de président du conseil départemental en date du 1^{er} septembre 2025, à compter du 2 septembre 2025 ;

Vu l'organigramme du service départemental d'incendie et de secours de la Charente (SDIS16) ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 1424-30 du code général des collectivités territoriales, en cas d'absence ou d'empêchement de toute nature du président du conseil d'administration, il est provisoirement remplacé, dans la plénitude de ses fonctions par Michaël CANIT, en sa qualité de 1^{er} vice-président ;



ARRÊTE

Article 1 : Le présent arrêté traite des délégations de signature en matières administrative et financière dans le cadre des dispositions de l'article L. 1424-33 du code général des collectivités territoriales susvisé. La notion de matières administrative et financière s'entend dans son acception prévue par ledit article, par opposition aux autres matières dévolues au SDIS16 relevant de la compétence de l'État.

Article 2 : Sans préjudice de la délégation consentie au directeur départemental et au directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours de la Charente, délégation de signature est donnée, dans la limite de leurs attributions en matières administrative et financière, aux chefs de centre d'incendie et de secours et, en cas d'absence ou d'empêchement, à leurs adjoints désignés dans le tableau ci-après :

CIS	Chefs	Adjoints
Aigre	M. Cédric NARCÈS	M. Laurent DOMAIN M. Bruno LANGLOIS
Angoulême	M. Thierry BARDIN	M. Laurent JACQUET
Baignes	M. Pierre GIRARD	M. Gérard COIFFARD
Barbezieux	M. Laurent DOUTEAU	M. Didier AUSONE
Blanzac	M. Yann BENOIST	M. Dimitri ROUYER

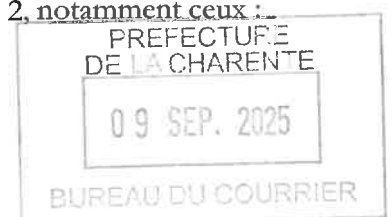
Brigueuil	M. Yannick ROUGIER	M. Jean-Christophe VAN BEERS
Chabonais	M. Norbert ROUGIER	M. Laurent PARTHENAY
Chalais	M. Nicolas MARCELIN	M. Jérôme NEVEU
Champagne-Mouton	M. Jean-François CHARDAT	M. Hervé CHADELEAUD
Chasseneuil	M. Yoann CHABERNAUD	M. Jean-François LARQUEMIN
Châteauneuf	M. Christophe SEGUIN	M. Sébastien BRÉAUX
Cognac	M. Ludovic ROY	
Confolens	M. David COUSSIT	M. Pascal DUNORD
Jarnac	M. Cyrille DEBARD	M. Yannick THEILLOUT
La Couronne	M. Éric PAGNOUX	M. Christophe VINCENT-TESSERON
La Rochefoucauld	M. Sébastien MAGNÉ	M. Jean-Pierre FORT M. Ludovic DEMANGEAU
Mansle	M. Pascal CHILLA	M. Maxime DELAUNAY M. Cédric SAUVAGE
Montbron	M. Mathieu GABILAN	M. Christophe BONIFACIO
Montmoreau	Mme Alicia GOUPILLEAU	Mme Isabelle LACOUR
Rouillac	M. David RUTAULT	M. Franck LABARUSSIAS
Roumazières	M. David GUYNET	M. Didier WORCZYNSKI
Ruffec	M. Jean-Yves SIMON	M. Bruno BELLUTEAU M. Julien HERVIOT
Saint-Claud	M. Jean-Philippe LIGNET	M. Thierry FRÉTILLÈRE
Saint-Séverin	M. Olivier BERTHONNEAU	M. Lionel RASPIENGEAS
Segonzac	M. Jean-Luc CHAUMET	M. Rudy MORELLE
Villebois-Lavalette	M. Francis VALADE	M. Olivier JUILLIEN
Villefagnan	M. Didier ALLAIN	M. Christophe BERNARD

à l'effet de signer les documents dument mentionnés qui suivent :

- bons de commande d'un montant unitaire inférieur ou égal à 300€ TTC ;
- notes, consignes, convocations et correspondances relatives au fonctionnement interne du centre d'incendie et de secours ;
- tout document nécessaire au maintien de l'effectif minimum au sein du centre d'incendie et de secours ;
- procès-verbal de dépôt de plainte au nom du SDIS16 ;
- décisions de refus d'engagement en qualité de sapeur-pompier volontaire au sein du centre d'incendie et de secours.

Article 3 : Sont exclus de la présente délégation de signature tout document, acte ou correspondance qui n'entrent pas dans le champ de l'article 2, notamment ceux :

- engageant la responsabilité du SDIS ;
- ayant un caractère réglementaire ou contractuel ;
- à destination des autorités de l'État ou des élus.



Article 4 : L'arrêté n° 381/2025 du 15 avril 2025 portant délégations de signature (centres d'incendie et de secours) est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 5 : Le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Charente est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'établissement public.

Fait à l'Isle d'Espagnac, le **08 SEP. 2025**

Pour le président du conseil d'administration,
le 1^{er} vice-président du conseil d'administration



Monsieur Michaël CANIT

